

DIRECTORATE OF INFORMATION AND COMMUNICATION

Communiqué de presse N°38/22° SOMMET DE l'UA

Les chefs d'État et de gouvernement africains s'engagent à soutenir le Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF)



Addis-Abeba (Éthiopie), 31 janvier 2014: La Présidente de la Commission de l'Union africaine, Dr Nkosazana Dlamini Zuma, a coprésidé une manifestation du Fonds pour le patrimoine mondial africain/de l'Union africaine (UA) avec M. Sibusiso Xaba, Président du Conseil d'administration du Fonds pour le patrimoine mondial africain. L'événement a été coorganisé en marge de la vingt-deuxième session ordinaire de la Conférence de l'UA, au Siège de l'Union

africaine.

La Présidente de la Commission a rappelé que le Fonds pour le patrimoine mondial africain a été créé par l'UA en vertu des décisions prises à la première Conférence des ministres de la Culture de l'Union africaine en 2005 à Nairobi, et approuvées par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine tenu en 2006 à Khartoum.

Dr Zuma a exprimé son inquiétude au sujet de la grande urgence de sauvegarder l'héritage culturel au cours d'un conflit et de gérer les menaces alarmantes provenant des activités d'extraction et d'expansion sur l'ensemble du continent. Elle a souligné qu'il est extrêmement urgent que le Fonds appuie les programmes de formation en gestion de risques et finance davantage les initiatives de conservation.

«Nous pouvons faire croître nos économies et résoudre nos problèmes sociaux, mais notre croissance culturelle, c'est notre âme. L'Afrique ne doit pas négliger son âme», a affirmé Dr Zuma en guise de conclusion à son allocution. Selon M. Sibusiso Xaba, Président de l'AWHF, les objectifs du Fonds sont les suivants : i) rendre crédible, représentative et équilibrée la liste du patrimoine mondial ; ii) assurer la gestion et la conservation durables des sites du patrimoine mondial en Afrique ; et iii) assurer que les moyens de subsistance des communautés locales vivant au sein et autour des sites du patrimoine mondial sont améliorés grâce à des activités économiques durables. «Nous pourrions considérer que les cinq dernières années ont été consacrées à la formation du Fonds, et je voudrais remercier les États membres de l'Union africaine de leur appui inébranlable au Fonds, s'assurant que nous avons jeté des bases solides pour la

conservation et la gestion de nos lieux de patrimoine culturel et naturel», a ajouté M. Xaba.

M. Getachew Engida, Directeur général adjoint de l'UNESCO, a pris la parole au nom de Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO. Il a déclaré que le Fonds pour le patrimoine mondial africain contribue à valoriser l'héritage africain à tous les niveaux grâce au renforcement des capacités des gestionnaires des sites, des professionnels du patrimoine et des communautés locales qui bénéficient de cours de préparation à la gestion des risques et grâce à la conversion et la réhabilitation des sites en danger. Il a aussi souligné que le Fonds a produit une nouvelle génération de professionnels du patrimoine en Afrique.

S'agissant des défis, M. Engida a mis en lumière l'extension urbaine et le tourisme, le braconnage et l'extraction non durable des ressources, portant gravement atteinte aux sites naturels, à leur faune et à leur flore. Il a ajouté : «C'est alarmant de constater que 17 sites africains figurent sur la liste du patrimoine mondial en danger. Cela signifie que l'Afrique abrite presque la moitié de tous les sites en danger – aucune autre région affiche un pourcentage aussi élevé».

Président d'honneur de l'AWHF et représentant du secteur privé, M. Phuthuma Nhleko a déclaré : «Il est tout simplement impossible de réaliser la Renaissance africaine en l'absence d'une vision convergente et totalement intégrée et tripartite sur les plans politique, commercial et culturel. La prédominance d'un aspect sans les autres n'est pas durable». Il a invité l'ensemble du secteur privé africain d'aider à créer le troisième volet de la trilogie qu'il a décrite.



D'autres participants à cette manifestation ont également pris la parole. M. Mohamed Ould Abdel Aziz, Président de la République de Mauritanie et Président de l'Union africaine ; M. Hifikepunye Pohamba, Président de la République de Namibie, qui a promis de contribuer 50 000 \$EU cette année ; M. Uhuru Muigai Kenyatta, Président de la République du Kenya, qui s'est engagé à contribuer 1 500 000 \$EU; M. Jacob Zuma, Président de la République d'Afrique du Sud, a promis de contribuer un montant supplémentaire de 1 000 000 \$EU - l'Afrique du Sud couvre les frais de fonctionnement annuels du Fonds.

En outre, des interventions ont été prononcées au nom de M. Idris Deby, Président de la République du Tchad, dont le Ministre de la Culture a promis une contribution de 100 000 \$EU; de M. Kailash Purryag, Président de la République de Maurice ; de M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République algérienne démocratique et populaire, dont la délégation a promis de contribuer 100 000 \$EU annuellement, d'envoyer des experts au siège du Fonds, d'abriter la réunion du Conseil d'administration et de former des Africains sur le terrain au niveau universitaire.

Dans son allocution de clôture, D. Mustapha S. Kaloko, Commissaire de l'Union africaine en charge des Affaires sociales, a vivement exhorté les États membres à ratifier promptement la Charte de la Renaissance culturelle africaine qui, à ce jour, selon le Commissaire, n'a été ratifiée que par six pays.

RA/wzm

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à :

Direction de l'Information et de la Communication | Commission de l'Union africaine |
E-mail: dinfo@african-union.org | Sit Web: www.au.int | Addis-Abeba | Éthiopie

Nous suivre sur :

Face book: <https://www.facebook.com/AfricanUnionCommission>

Twitter: https://twitter.com/_AfricanUnion

YouTube: <https://www.youtube.com/AUCommission>

En savoir plus au :

<http://www.au.int>